

Centres de l' OCDE**Allemagne**

Berlin (49-30) 288 8353

Japon

Tokyo (81-3) 5532-0021

Mexique

Mexico (52-55) 5281 3810

Etats-Unis

Washington (1-202) 785 6323

ALLEMAGNE · AUSTRALIE · AUTRICHE · BELGIQUE · CANADA · CORÉE · DANEMARK · ESPAGNE · ETATS-UNIS · FINLANDE
FRANCE · GRECE · HONGRIE · IRLANDE · ISLANDE · ITALIE · JAPON · LUXEMBOURG · MEXIQUE · NORVEGE
NOUVELLE-ZELANDE · PAYS-BAS · POLOGNE · PORTUGAL · REPUBLIQUE SLOVAQUE · REPUBLIQUE TCHEQUE · ROYAUME-UNI · SUEDE · SUISSE · TURQUIE

PAC/COM/PUB(2006)4

Paris, le 7 février 2006

L'OCDE invite les pays donneurs à honorer leurs engagements en matière d'aide et à dépenser plus judicieusement

L'aide aux pays les plus démunis devrait atteindre quelque 130 milliards USD d'ici à 2010, soit une augmentation de 50 milliards USD par rapport à 2004 et un montant deux fois supérieur à celui alloué en 2000. Mais cette forte progression de l'aide en 2005-2006 est essentiellement imputable à l'allègement de la dette de l'Irak et du Nigeria et à l'aide d'urgence en faveur des pays touchés par le tsunami de l'Océan Indien.

Dans son **Rapport annuel sur la coopération pour le développement**, l'OCDE prévient qu'à compter de 2007, lorsque ces grandes opérations d'allègement de dette auront été menées à bien, les donneurs devront accroître d'autres formes d'aide d'environ 10 % par an, et doubler ainsi le taux des récentes augmentations annuelles.

Le Rapport sur la coopération pour le développement fait état d'améliorations dans la composition de l'aide. Les crédits affectés directement aux programmes et projets d'aide à long terme ayant, par exemple, augmenté de 13.3 % entre 2003 et 2004. Cette augmentation de 7.7 milliards USD, la plus forte enregistrée depuis de nombreuses années, marque pour la première fois une inversion de la tendance apparue en 1985 avec la diminution de l'aide à long terme fournie par les donneurs. L'aide supplémentaire est allée à l'amélioration des infrastructures, notamment dans les secteurs des transports, des communications et de l'énergie. Un tiers de ce surcroît d'aide – 2.6 milliards USD – a bénéficié à l'Irak et à l'Afghanistan.

Mais de nouveaux efforts s'imposent si l'on veut améliorer l'efficacité de l'aide. La « coopération technique » entre pour un quart environ dans la totalité des financements – 19 milliards USD en 2004. La majeure partie de la coopération technique sert à financer les aides en faveur des étudiants et la mise à disposition d'experts des pays donneurs. Les experts coûtent souvent plus cher en frais généraux, comme les indemnités d'expatriation, qu'en honoraires au titre de leurs services spécialisés. Le Rapport décrit les avantages qu'il y a à allouer directement des fonds aux pays en développement et à les laisser recruter les spécialistes de leur choix. Pour autant que les procédures de recrutement soient transparentes, cette solution serait plus économique et aiderait à renforcer les capacités locales.

Le Rapport rend compte de la non-réalisation de l'objectif fixé pour 2005 en ce qui concerne l'égalité des sexes à l'école et met en lumière la nécessité d'améliorer l'information et les données sur les progrès accomplis vers l'Objectif du millénaire pour le développement consistant à réduire de moitié l'extrême pauvreté d'ici à 2015. Il souligne qu'un renforcement de la croissance économique ciblée sur la réduction de la pauvreté s'impose de toute urgence, la proportion d'individus vivant dans l'extrême pauvreté en Afrique subsaharienne étant en fait passée de 47 % à 49 % et se maintenant à 11 % en l'Amérique latine.

JT00200747

OCDE Relations avec les médias

Demandes générales : Tél. (33) 1 45 24 97 00 - Fax. (33) 1 45 24 80 03/94 37 · **Recherche & documentation** : Tél. (33) 1 45 24 80 88/80 89
www.oecd.org/media · **Adresse électronique** : news.contact@oecd.org

Organisation de Coopération et de Développement Economiques, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16, France Tél. (33) 1 45 24 82 00 - Fax. (33) 1 45 24 85 00
www.oecd.org

Le Rapport présente aussi une ventilation de l'aide fournie en 2003-2004 qui fait apparaître qu'en moyenne, 53 % de l'aide sont allés à l'éducation, à la santé, aux infrastructures publiques et à la production ; l'allègement de la dette a représenté 17 % de l'aide, soit le poste le plus important sur cette période de deux ans (essentiellement du fait de l'allègement de la dette de la République démocratique du Congo en 2003) ; l'aide liée aux échanges a progressé de 50 % depuis la Déclaration ministérielle de Doha en 2001.

Les pays à faible revenu ont reçu 58 % de l'aide allouée par les pays donateurs, alors qu'ils entrent pour les trois quarts dans la population mondiale vivant avec moins d'un dollar par jour ; les pays en développement touchés par un conflit ou dotés d'une administration inefficace abritent un tiers des habitants les plus pauvres de la planète mais reçoivent un montant d'aide par habitant inférieur à celui des autres pays en développement ; l'Afrique subsaharienne se voit allouer un tiers de l'ensemble de l'aide ; enfin, les petits pays reçoivent une aide par habitant beaucoup plus importante que les grands pays.

La version en ligne du Rapport sur la coopération pour le développement est accessible aux journalistes à l'adresse www.sourceoecd.org/developmentreport (la version française du rapport sera disponible ultérieurement) ; pour des informations complémentaires, les journalistes sont invités à contacter la Division des relations avec les médias de l'OCDE à l'adresse : news.contact@oecd.org